



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le jeudi 31 octobre 2013 — N° 86

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon**

QUÉBEC

La séance est ouverte à 9 h 46.

AFFAIRES COURANTES

Déclarations de députés

M. Pelletier (Saint-Hyacinthe) fait une déclaration afin de rendre hommage à M. Claude Bernier.

M. Drolet (Jean-Lesage) fait une déclaration afin de rendre hommage à la communauté congolaise de Québec.

M. Chapadeau (Rouyn-Noranda–Témiscamingue) fait une déclaration afin de rendre hommage à Mme Nicole Rochon.

Mme Charlebois (Soulanges) fait une déclaration afin de féliciter Mme Alicia Moffet.

M. Bonnardel (Granby) fait une déclaration afin de féliciter les propriétaires de la microbrasserie Le Grimoire.

31 octobre 2013

Mme Bouillé (Iberville) fait une déclaration concernant F. Ménard qui a remporté le prix Entreprise exportatrice canadienne 2013.

M. Carrière (Chapleau) fait une déclaration concernant le 25^e anniversaire du Centre d'action bénévole de Gatineau.

M. Lévesque (Vanier-Les Rivières) fait une déclaration concernant le 35^e anniversaire des Élans de Vanier.

M. Kelley (Jacques-Cartier) fait une déclaration afin de souligner la carrière politique du maire sortant de Pointe-Claire, M. Bill McMurchie.

M. McKay (Repentigny) fait une déclaration concernant le 25^e anniversaire du Centre à Nous.

À 9 h 57, Mme Poirier, première vice-présidente, suspend les travaux pour quelques instants.

Les travaux reprennent à 10 h 10.

31 octobre 2013

Moment de recueillement

Présentation de projets de loi

M. Dubé (Lévis) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 497 Loi concernant la mise en œuvre dans le domaine municipal de certaines recommandations du rapport *Innover pour pérenniser le système de retraite*

La motion est adoptée.

En conséquence, l'Assemblée est saisie du projet de loi n° 497.

Dépôts de documents

M. Marceau, ministre des Finances et de l'Économie, dépose :

Les comptes publics 2012-2013 – États financiers consolidés du gouvernement du Québec, volume I;

(Dépôt n° 1280-20131031)

Les comptes publics 2012-2013 – Renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu : Fonds général et fonds spéciaux, volume II.

(Dépôt n° 1281-20131031)

Mme De Courcy, ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, dépose :

Le plan d'immigration du Québec 2014 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

(Dépôt n° 1282-20131031)

31 octobre 2013

M. Gaudreault, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire,

Le rapport annuel de gestion 2012-2013 de la Société d'habitation du Québec (SHQ).

(Dépôt n° 1283-20131031)

M. Bédard, leader du gouvernement, dépose :

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 4 juin 2013 par Mme David (Gouin) concernant le moratoire sur les projets d'optimisation dans le réseau de la santé;

(Dépôt n° 1284-20131031)

La réponse du gouvernement aux pétitions déposées le 5 juin 2013 par Mme Charlebois (Soulanges) concernant le projet d'inversion et d'accroissement du flux pétrolier dans le pipeline 9b d'Enbridge;

(Dépôt n° 1285-20131031)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 5 juin 2013 par M. Drolet (Jean-Lesage) concernant la hausse de la taxe spécifique sur l'alcool;

(Dépôt n° 1286-20131031)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 6 juin 2013 par M. Bonnardel (Granby) concernant l'intégration du « Défi Nager pour survivre » au programme scolaire des écoles primaires;

(Dépôt n° 1287-20131031)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 11 juin 2013 par Mme St-Amand (Trois-Rivières) concernant le financement des garderies privées conventionnées;

(Dépôt n° 1288-20131031)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 12 juin 2013 par Mme Vallée (Gatineau) concernant le financement des services de garde privés subventionnés;

(Dépôt n° 1289-20131031)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 11 juin 2013 par Mme Richard (Duplessis) concernant le recrutement prioritaire des travailleurs de proximité sur les chantiers de la Côte-Nord;

(Dépôt n° 1290-20131031)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 11 juin 2013 par Mme Beaudoin (Mirabel) concernant le financement adéquat de l'éducation publique au Québec;

(Dépôt n° 1291-20131031)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 11 juin 2013 par Mme Charbonneau (Mille-Îles) concernant le financement adéquat de l'éducation publique au Québec;

(Dépôt n° 1292-20131031)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 11 juin 2013 par Mme David (Gouin) concernant le financement adéquat de l'éducation publique au Québec;

(Dépôt n° 1293-20131031)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 12 juin 2013 par Mme St-Amand (Trois-Rivières) concernant l'abolition des cours d'éthique et culture religieuse;

(Dépôt n° 1294-20131031)

La réponse du gouvernement aux pétitions déposées le 12 juin 2013 par M. Richer (Argenteuil), le 14 juin 2013 par M. Goyer (Deux-Montagnes) et les 18 et 25 septembre 2013 par M. Richer (Argenteuil), concernant l'annulation du tracé de la nouvelle ligne de transport d'électricité proposé par Hydro-Québec à Saint-Adolphe-d'Howard;

(Dépôt n° 1295-20131031)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 13 juin 2013 par M. Deltell (Chauveau) concernant l'apprentissage des langues dès la garderie;

(Dépôt n° 1296-20131031)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 14 juin 2013 par M. Bureau-Blouin (Laval-des-Rapides) concernant la création d'une commission nationale d'examen sur la constitution;

(Dépôt n° 1297-20131031)

31 octobre 2013

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 17 septembre 2013 par M. Khadir (Mercier) concernant l'accès à l'assurance pour les personnes judiciairisées et leurs proches;

(Dépôt n° 1298-20131031)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 17 septembre 2013 par Mme Proulx (Sainte-Rose) concernant le financement du « programme arts-études en musique » de la Commission scolaire de Laval.

(Dépôt n° 1299-20131031)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Legault, chef du deuxième groupe d'opposition, dépose :

Copie d'un document intitulé « Nombre et valeur des contrats octroyés par le ministère des Transports aux entreprises dont certains dirigeants se sont incriminés devant la Commission Charbonneau (au 15 août 2013) ».

(Dépôt n° 1300-20131031)

Motions sans préavis

Mme Roy (Montarville), présente une motion concernant la réglementation du prix de vente au public des livres neufs imprimés et numériques; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Lisée, ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur, conjointement avec M. Le Bouyonnec (La Prairie) et Mme David (Gouin), propose :

QUE l'Assemblée nationale, en appui à l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, manifeste sa vive inquiétude envers le délai de lancement, par les autorités fédérales chargées du développement international, d'appels à projets pour la coopération volontaire, le développement international et les stages internationaux pour la jeunesse, délais qui risquent de causer le retour inutile de centaines de coopérants actifs dans des actions de solidarité, de provoquer le démantèlement d'infrastructures patiemment construites par les organismes québécois dans plusieurs pays du sud, de réduire ou de mettre un terme à plusieurs projets structurants ainsi qu'à la contribution annuelle d'une centaine de jeunes stagiaires québécois à l'action humanitaire;

QU'elle demande à ce que soient lancés sans délai les appels à projets dans le cadre de ces programmes, qui sont vitaux pour l'action, et en certains cas la survie, des organismes québécois de coopération internationale.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, Mme Blais (Saint-Henri–Sainte-Anne), conjointement avec M. Hébert, ministre de la Santé et des Services sociaux, Mme Roy (Arthabaska) et Mme David (Gouin), propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine annuelle des proches aidants, qui a été reconnue unanimement par l'Assemblée nationale en 2007, à la demande de Mme Lucy Barylak, du Centre de santé et de Services sociaux Cavendish;

QU'elle souligne le travail admirable et essentiel que les proches aidants accomplissent au quotidien;

QU'elle réaffirme sa volonté de les soutenir adéquatement, de reconnaître et de valoriser leur rôle ainsi que leur contribution exceptionnelle à notre société.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 84.1 et conformément à l'article 146 du Règlement, M. St-Arnaud, leader adjoint du gouvernement, propose :

QUE la Commission des institutions, dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 49, Loi modifiant diverses lois professionnelles et d'autres dispositions législatives dans le domaine des sciences appliquées, procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques les 7 et 8 novembre 2013 et qu'à cette fin, elle entende les organismes suivants :

Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec inc.
Association des biologistes du Québec
Barreau du Québec
Ordre des agronomes du Québec
Ordre des architectes du Québec
Ordre des chimistes du Québec
Ordre des géologues du Québec
Ordre des ingénieurs du Québec
Ordre des ingénieurs forestiers du Québec
Ordre des technologues professionnels du Québec
Ordre des médecins vétérinaires du Québec
Conseil interprofessionnel du Québec
Office des professions du Québec

QU'une période de 15 minutes soit prévue pour les remarques préliminaires;

QUE le temps dévolu au parti formant le gouvernement et au parti formant l'opposition officielle pour les remarques préliminaires soit de 6 minutes chacun et que le temps dévolu au deuxième groupe d'opposition soit de 3 minutes;

31 octobre 2013

QUE la durée maximale de l'exposé pour chacun des intervenants soit de 10 minutes et que l'échange avec les membres de la Commission soit d'une durée maximale de 35 minutes;

QUE le temps dévolu au parti formant le gouvernement soit de 16 minutes; et que le temps dévolu aux députés de l'opposition soit de 19 minutes;

QU'une période de 15 minutes soit prévue pour que les remarques finales partagée de la même façon que pour les remarques préliminaires;

QUE, dans le cadre de ce mandat, les organismes suivants ne soient pas entendus, mais soient invités à transmettre un mémoire à la Commission :

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec
Collèges des médecins du Québec
Ordre des pharmaciens du Québec
Ordre des urbanistes du Québec
Association professionnelle des designers d'intérieur du Québec
Association des banquiers canadiens
Association des microbiologistes du Québec
Confédération pour le rayonnement étudiant en génie au Québec

QUE le ministre de la Justice soit membre de ladite Commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

Mme David (Gouin), conjointement avec M. Lévesque (Vanier-Les Rivières), présente une motion concernant les pensions alimentaires pour enfants; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Traversy, leader adjoint du gouvernement, convoque :

- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 28, Loi instituant le nouveau Code de procédure civile;
- la Commission de la santé et des services sociaux, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du document intitulé *L'autonomie pour tous : livre blanc sur la création d'une assurance autonomie*;
- la Commission des finances publiques, afin de procéder à l'audition du Vérificateur général du Québec concernant sa volonté de mettre en œuvre le mandat confié par l'Assemblée nationale, le 24 septembre 2013, à la suite de l'adoption d'une motion l'enjoignant à analyser la mise à jour économique que présentera le ministre des Finances et de l'Économie relativement à l'année 2013-2014.

Mme Poirier, première vice-présidente, donne l'avis suivant :

- la Commission de l'administration publique se réunira en séance de travail afin d'organiser les travaux de la Commission.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Mme Poirier, première vice-présidente, informe l'Assemblée que, le vendredi 8 novembre 2013, M. Khadir (Mercier) s'adressera à M. Blanchet, ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, dans le cadre de l'interpellation portant sur le sujet suivant : « Les enjeux environnementaux liés à la politique pétrolière du gouvernement du Québec ».

31 octobre 2013

AFFAIRES DU JOUR

À 11 h 37, à la demande de M. Traversy, leader adjoint du gouvernement, Mme Poirier, première vice-présidente, suspend les travaux jusqu'à 18 heures.

Les travaux reprennent à 18 heures.

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient un débat de fin de séance sur une question adressée par M. Drolet (Jean-Lesage) à M. Blanchet, ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, sur le sujet suivant : « L'accès des inspecteurs du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs dans le dossier du Port de Québec ». Mme Maltais, ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale, remplace le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs pour ce débat.

À la demande de Mme Poirier, première vice-présidente, M. Drolet (Jean-Lesage), retire certains propos non parlementaires.

À 18 h 13, Mme Poirier, première vice-présidente, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mardi 5 novembre 2013, à 13 h 45.

Le Président

JACQUES CHAGNON